

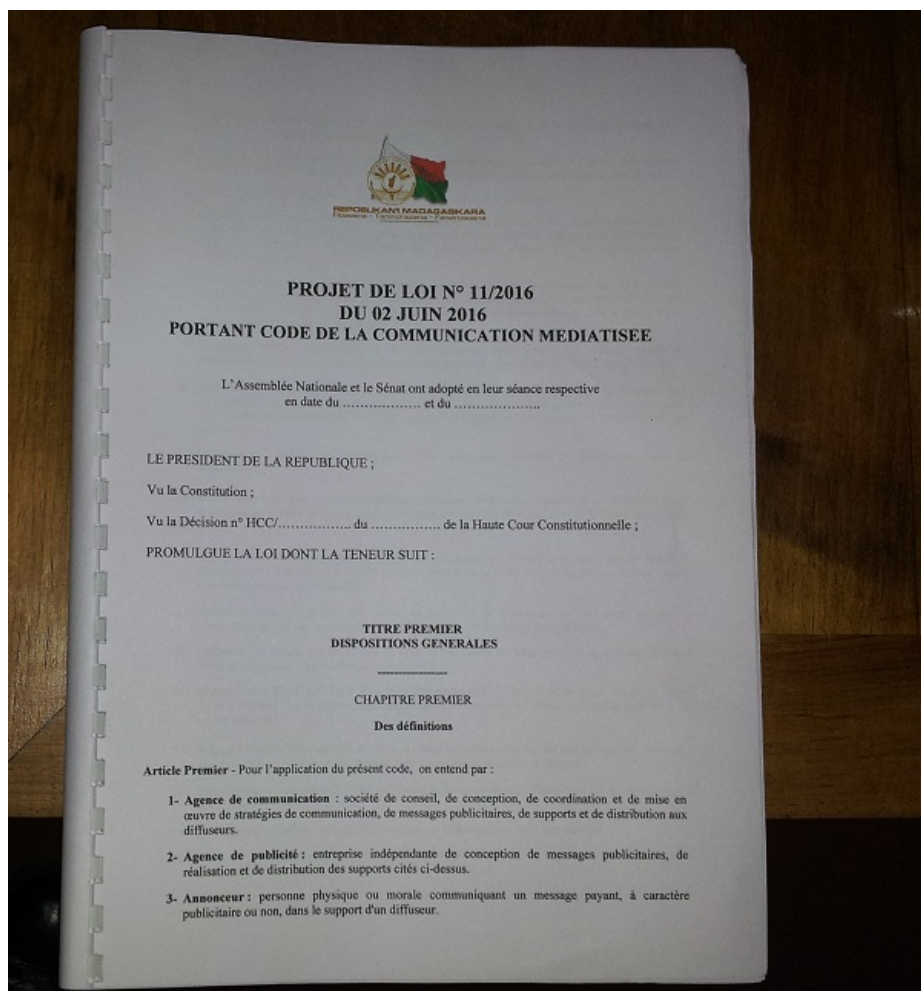


[ICI le dossier de la démocratie a prendre en exemple universellement](#)



VIDEOS DES COMPTE-RENDUS EN DIRECT: [ICI](#) et [ICI](#)

Journée inédite dans les annales de l'Histoire de Madagascar que cette journée du 06 juillet 2016. D'un côté, des journalistes qui ont été obligés de se mettre à genoux; de l'autre une délégation de journalistes qui a eu une entrevue avec l'ONU via représentation du PNUD à Madagascar, avec des représentants de la société civile, des éditeurs de presse et du ministère concerné; au milieu, des députés qui entendent adopter à tout prix, et sans amendement, ce code de communication liberticide ce même jour, sans tenir compte des résolutions prises avec le PNUD dont **la nécessité d'ajournement de l'examen de ¶ projet du code de la communication à l'Assemblée Nationale.**

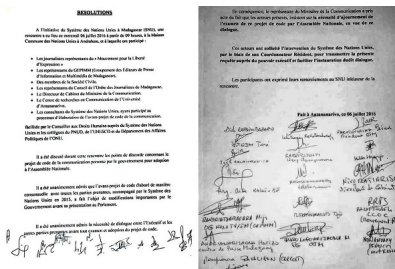


[version initiale et version toilettée de ce code ICI](#)

Mon avis est simple comme le titre: Votez députés mais subissez les conséquences! En tout cas, à Madagascar, la séparation des pouvoirs n'existe plus: le législatif obéit aveuglement à l'exécutif. Quoi qu'il en soit, ce dossier restera pour les archives et le tribunal de l'Histoire. A vous de répondre à la question: **pourquoi tant d'armes pour une session plénière (accessible au grand public) dans le palais de la Démocratie**

. De quoi à peur Jean Max Rakotomamonjy, le commanditaire-gouverneur de ces «Senegaly nahazo baiko»

? (terme datant de la colonisation se rapportant aux tirailleurs sénégalais qui obéissaient aveuglement à tous les ordres pour tuer des Malgaches).



VIDEO DU COMPTE-RENDU EN MALGACHE DE NOS CONSOEURS LALATIANA

RAKOTONDRAZAFY ET HILDA HASINJO [ICI](#)



A g., Omer Kalameu, Conseiller en Droits de l'Homme de l'OHCHR (Haut Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme);
Ratiarson, Directeur de Cabinet du ministre Vonison Andrianjato, l'homme par qui ce scandale de toilettage d'articles est arrivé

RESOLUTIONS

A l'initiative du Système des Nations Unies à Madagascar (SNU), une rencontre a eu lieu ce mercredi 06 juillet 2016 à partir de 09 heures, à la Maison Commune des Nations Unies à Andrakavo, et à laquelle ont participé :

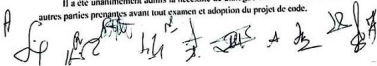
- Les journalistes représentants du « Mouvement pour la Liberté d'Expression »
- Les représentants du GEPIMM (Groupe des Fédérateurs de Presse d'Information et Multimédia de Madagascar),
- Des membres de la Société Civile,
- Les représentants du Conseil de l'Ordre des Journalistes de Madagascar,
- Le Directeur de Cabinet du Ministère de la Communication,
- Le Centre de recherches en Communication de l'Université d'Antananarivo,
- Les consultants du Système des Nations Unies, ayant participé au processus d'élaboration de l'avant-projet de code de la communication.

facilitée par le Conseiller aux Droits Humains auprès du Système des Nations Unies et les collègues du PNUD, de l'UNESCO et du Département des Affaires Politiques de l'ONU.

Il a été discuté durant cette rencontre les points de discordance concernant le projet de code de la communication présenté par le gouvernement pour adoption à l'Assemblée Nationale.

Il a été unanimement admis que l'avant-projet de code élaboré de manière consensuelle avec toutes les parties prenantes, accompagné par le Système des Nations Unies en 2015, a fait l'objet de modifications importantes par le Gouvernement avant sa présentation au Parlement.

Il a été unanimement admis la nécessité de dialogue entre l'exécutif et les autres parties prenantes avant tout examen et adoption du projet de code.

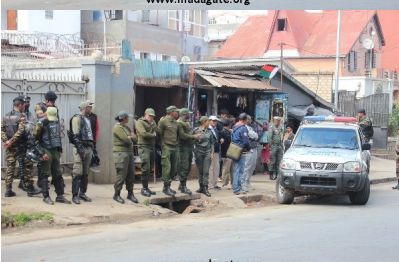














www.madagate.org



www.madagate.org